

ÉCONOMIE 150 salariés

# Quand le bâtiment repart... tout repart ?

Après plusieurs semaines quasiment à l'arrêt, les chantiers ont repris à 90 % selon un des principaux acteurs du Haut-Doubs, la société De Giorgi.

**“Nous ne sommes pas encore à 100 %, plutôt à 90 %, mais clairement, ça repart”**

résume Patrick De Giorgi, le patron de la société de bâtiment pontissalienne. Le secteur du bâtiment et des travaux publics avait été à l'arrêt pendant plusieurs semaines à partir de la mi-mars et a repris timidement le chemin des chantiers à partir de

**“Les clients commencent à revenir, le téléphone sonne.”**

la mi-avril. Depuis, la montée en régime est régulière. “Les clients commencent à revenir, le téléphone sonne, notamment pour des demandes de maisons individuelles, c'est bon signe” ajoute le responsable d'une société qui emploie près de 150 salariés (dont une trentaine d'intérimaires). Le chômage partiel a d'ailleurs peu touché la société pontissalienne. La nouvelle

organisation avec le respect obligatoire des mesures barrière ralentit forcément un peu la cadence des chantiers, mais l'essentiel est là.

Du côté de la commande publique qui représente environ 30 % de l'activité chez De Giorgi, le redémarrage est enfin là. “Il y a eu un grand coup d'arrêt des appels d'offres et le blocage des communes lié aux élections municipales suspendues avait figé les choses. Maintenant que les élections sont terminées, les projets en suspens semblent se réveiller aussi” note Philippe Patton, chargé d'affaires chez De Giorgi.

La société pontissalienne aura traversé cette période sans conséquences collatérales sur l'emploi car “aucun licenciement n'est envisagé chez nous” assure Patrick De Giorgi. ■

J.-F.H.

**La quasi-totalité des salariés de la société De Giorgi a repris le chemin des chantiers.**

## La crise va coûter plus d'1 million d'euros au Grand Pontarlier

**E**n plein cœur de la crise sanitaire mi-avril, le maire de Pontarlier dressait un état des lieux. La crise budgétaire concerne également les collectivités. “Pour la Ville et la C.C.G.P., les pertes vont se chiffrer entre 500 000 euros et 1 million d'euros. Ce sera même à mon avis beaucoup plus”, craint le maire Patrick Genre. Augmentation des charges, nouvelles subventions, baisse de recettes

fiscales, c'est toute la maquette budgétaire qu'il va falloir revoir avec des répercussions immédiates et qui seront encore perceptibles jusqu'en 2022.

Comme elle l'avait déjà fait en 2008, la collectivité a continué à investir pour alimenter l'économie locale. Le champ d'application des investissements publics locaux s'applique aux travaux de voirie, à l'entretien des bâtiments publics, aux

chantiers divers. À l'échelle de la Ville et du Grand Pontarlier, cela représente un budget potentiel de 20 millions d'euros.

“Aujourd'hui, 6 millions sont déjà votés. Il reste encore 14 millions d'euros à engager” résume Patrick Genre. Cette politique de soutien s'est principalement adressée aux petites entreprises avec une dizaine de chantiers inférieurs à 40 000 euros à attribuer. ■

